

GRECE : AVERTISSEMENT A L'EUROPE

Le coup d'Etat qui s'est brutalement abattu sur la Grèce il y a déjà plus d'un mois, est tacitement accepté par les « grandes démocraties occidentales », après quelques protestations parfois inquiètes mais platoniques. Les diversions lancées par le gouvernement des colonels, la libération de quelques prisonniers de l'île de Youva, ne cachent qu'à ceux qui ont intérêt à se fermer les yeux une répression dont la férocité ne se dément pas. Si le mouvement ouvrier est le premier et le plus profondément atteint, les coups se portent aussi sur certains secteurs de la bourgeoisie grecque, et pas seulement sur ses politiciens. Après le matraquage qu'a subi le peuple grec, il est possible de démêler le jeu des forces qui a amené la situation actuelle et de dégager les tendances du nouveau régime, bien qu'à ce sujet subsistent beaucoup d'inconnues.

Le coup de force ne constitue pas en lui-même une surprise pour les militants révolutionnaires. En juillet 1965, c'est un premier coup d'état royal « légal » qui provoqua, par le renvoi du cabinet Papandréou, une crise politique majeure qui jusqu'à ces derniers jours n'avait pas trouvé sa conclusion. La grande bourgeoisie grecque, commerçante et bancaire, dont l'existence et la prospérité sont liées à la présence de l'impérialisme américain, le Palais, l'armée dont les cadres fascistes ont été formés pendant la guerre civile de 1947-1949, et les U.S.A. qui ont pris dans cette région stratégique du globe la relève des Anglais, crurent pouvoir mettre fin à l'expérience réformiste de l'Union du Centre. Ces forces redoutaient que le gouvernement de Papandréou, représentant la fraction moderniste de la bourgeoisie autochtone, soucieux de mettre la Grèce à l'heure du Marché commun et en même temps soupape de sûreté au mécontentement croissant des masses, ne fut capable de contrôler les mouvements populaires. Elles décidèrent le retour à un régime fort, du type de celui de Karamanlis qui, jusqu'en 1963, avait assuré la « stabilité politique ». Mais leur tentative se retourna contre elles : la réaction des masses populaires, au premier rang desquelles figurait la classe ouvrière et la jeunesse, fut si forte et si impétueuse qu'elle faillit emporter la monarchie pendant l'été 1965. Le Palais ne fut sauvé que grâce à la politique légaliste de l'E.D.A. cautionnée par le P.C.G. clandestin, qui se fixaient comme but la « démocratisation de la cour », la « défense de l'ordre constitutionnel » et l'alliance avec le Parti du Centre.

Nos camarades grecs écrivaient dans leur organe en août 1965 « ...le recours à la couronne à la dictature ouverte, sous le prétexte de danger national et de salut de la patrie est même probable ». Mais ce n'était pas sans risque d'explosion et de guerre civile immédiate que les forces réactionnaires pouvaient arriver à cette fin : elles installèrent, avec de grandes difficultés, le gouvernement Stéphanopoulos, transfuge du centre soutenu par la droite. Ce gouvernement transitoire fut maintenu pendant seize mois, le temps que la combativité des masses s'amenuise, que les déceptions et la paralysie engendrée par le suivisme de l'E.D.A. derrière Papandréou opèrent leur œuvre de désagrégation. En décembre 1966, le renvoi de Stéphanopoulos, qui avait épuisé son rôle, puis l'arrivée au pouvoir de Cannellopoulos, leader de la droite, annonçaient que l'opération qui avait échoué en été 1965 allait à nouveau être tentée dans des conditions jugées plus favorables. Conjointement, les provocations répétées contre les jeuneses Lambrakistes, Miki Théodorakis et de nombreux autres militants de gauche, étaient autant de signes que la droite se sentait désormais assez forte pour reprendre le pouvoir, en imposant un compromis à un centre en décomposition et à un Papandréou conciliant, ou, en cas d'échec, en « faisant » les élections.

Bien loin de mobiliser les masses contre cette menace, l'E.D.A., pratiquant la politique de l'autruche, s'appliqua à respecter plus que jamais la légalité, à éviter toute manifestation de rue. Elle concentra ses efforts et sa propagande sur les élections : il fallait éviter de donner aux forces de répression tout prétexte d'intervention. C'est dans cette conjoncture que fut déclenchée le putsch. La rapidité avec laquelle furent arrêtés les militants de gauche témoigne de leur degré d'impréparation. Le fait que la droite, une partie de l'armée, les services de sécurité, le Palais lui-même peut-être, aient été mis devant le fait accompli, montre que le coup fut exécuté par un groupe extrêmement restreint de hauts officiers fascistes. Qu'ils aient mobilisé des divisions intégrées à

l'O.T.A.N., et appliqué un plan subversif conçu par cette même institution, atteste que les services secrets U.S. étaient de connivence, vraisemblablement à l'insu du Département d'Etat. C.I.A. et officiers fascistes ont craint une victoire électorale du centre et de la gauche, ont craint une réaction populaire à la préparation policière des élections : coupant court aux manœuvres de la droite, ils déclenchèrent un coup d'Etat préventif.

Ainsi la base sociale du nouveau régime est réduite à l'extrême, sinon inexistante, puisque la bourgeoisie grecque, faible elle-même, a été surprise et reste réticente. Dès lors, l'avenir du nouveau régime dépend plus étroitement que jamais de Washington. Les cercles dirigeants de l'impérialisme U.S. jugeront-ils possible la « normalisation » qu'ils souhaitent — l'établissement d'une dictature à façade démocratique, de type brésilien, qui élargirait à la bourgeoisie locale la base sociale du régime — ou jugeront-ils cette solution trop dangereuse, capable de déclencher des processus en chaîne qu'ils ne pourraient contrôler ? Leur décision sera largement conditionnée par l'évolution de la situation internationale, l'escalade au Vietnam et la crise au Proche-Orient. Il est clair que s'ils ne peuvent opérer cette « normalisation », la répression qui s'abat sur le peuple grec ira croissant : la tendance sera à un fascisme sanglant, à la terreur systématique. Les conditions sociales de la Grèce permettent une telle politique : avec une bonne provision de dollars, il est aisé de recruter parmi la pègre et les éléments sans conscience de classe du lumpen-prolétariat misérable des « bataillons de sécurité » du type de ceux que le gouvernement de Quisling avait levés pour le compte des nazis, et qui passèrent dès le début de la guerre civile au service des Anglais. Si cette tendance l'emporte, la terreur bloquera toute résistance des masses dans les villes : c'est dans les montagnes, le fusil à la main, que les militants grecs gagneront leur liberté.

Mais pour mener les masses grecques au combat et à la victoire, l'avant-garde doit rompre avec la politique stalinienne qui a engendré tant de désastres. C'est la politique d'union nationale qui a mené l'EAM-ELAS à une série de capitulations politiques, qui a permis le retour en Grèce des politiciens réactionnaires, du roi et des Anglais, créant ainsi les conditions d'une défaite tragique. C'est cette politique qui a désarmé les masses pendant la crise pré-révolutionnaire de l'été 1965, qui a permis à la réaction de se ressaisir et de passer à l'offensive. De la part de l'appareil du P.C.G., cette politique ne se dément pas. Il appelle aujourd'hui à la constitution d'un front patriotique contre la dictature incluant la droite ; il entrave ainsi la lutte de masses, la subordonnant à ses pires ennemis. Cette politique s'avérera aussi néfaste et stérile que celle du P.C. espagnol, partisan d'un front national démocratique allant jusqu'aux monarchistes. L'expérience est faite que la rénovation de la société et de la vie politique grecques sous la direction de la bourgeoisie libérale et réformiste est un mythe. Cette bourgeoisie ne dispose pas des bases économiques et sociales nécessaires à un tel redressement : hors de la révolution socialiste, il n'y a pas de solution possible aux problèmes les plus brûlants de la Grèce, le sous-développement et la misère. Si les militants d'avant-garde rejettent les illusions entretenues sur la bourgeoisie nationale, s'ils rompent avec la politique de collaboration de classe, s'ils orientent la lutte des masses contre la dictature sur des mots d'ordre transitoires corrects — assemblée constituante, république appuyée sur des assemblées d'ouvriers et de paysans pauvres — alors les exaltantes traditions de la résistance contre les nazis et contre les Anglais, les travailleurs grecs sauront les retrouver, et le fruit de leur lutte ne leur échappera pas !

Si la défaite que subit le mouvement ouvrier grec constitue une leçon, après l'Indonésie, pour tous les prolétaires du monde, elle montre particulièrement aux classes ouvrières ouest-européennes qu'aucune d'entre elles n'est à l'abri d'un tel coup de force, puisque le plan du coup d'Etat de Patakos et Cie existe pour chaque pays intégré à l'alliance atlantique.

Elle montre concrètement que le Vietnam n'est pas au bout du monde, qu'il est déjà en Europe et que le risque est grand, si la classe ouvrière ne s'engage pas sur le chemin de la conquête du pouvoir, de voir, par des coups de force, s'instaurer des dictatures ouvertes en Europe occidentale.

Thomas LECRET.

APRÈS DJIBOUTI

Pointe-à-Pître

Nous avons vu récemment à Djibouti que l'impérialisme français continuait à se manifester avec violence. Nous nous sommes rendu compte encore il y a quelques jours — le 26 mai — à Pointe-à-Pître, en Guadeloupe, qu'il ne reculait devant rien pour imposer sa suprématie, nous savons aussi que dans les temps qui viennent, il s'acharnera encore avec la même décision.

Il reste donc quelques terres, des îles et la Guyane ; ces îles sont sujettes à une exploitation radicale, dirigée par des capitalistes locaux propriétaires de terres, d'usines de canne à sucre et de grands magasins et par des grands monopoles français. On entend parler d'elles dans la presse bourgeoise à l'occasion d'un cyclone ou quand le général de Gaulle, au retour d'un de ses « grands voyages autour du monde » veut bien y réaliser une escale technique pour sentir combien « il est bon de se retrouver en France ailleurs qu'en France même ». Mais voilà, les masses exploitées finissent bien un jour par tourner contre les exploiters les armes que ceux-ci, par acharnement et par la rationalité de leur système, les ont amenés à forger.

À Djibouti, la lutte a commencé, en Guadeloupe, les événements des 24, 25 et 26 mai montrent bien qu'une radicalisation de la lutte est à prévoir pour la période qui s'ouvre.

L'on sait qu'une grève de 5.000 ouvriers du bâtiment avait débuté dans l'île pour protester contre les salaires qui leur étaient octroyés par les entrepreneurs, déjà ils avaient protesté, mais il fut vite clair pour les dirigeants syndicaux, dont le principal fut exclu du P.C.G. pour gauchisme, que seule une lutte d'une grande ampleur pouvait permettre un résultat positif aux légitimes revendications des travailleurs. Quelque 2.000 ouvriers du bâtiment étaient donc réunis devant la Chambre du Commerce de Pointe-à-Pître où se tenait la réunion paritaire que les délégués syndicaux avaient réussi à imposer aux patrons. Quand l'un d'eux se mit à injurier les grévistes — en termes racistes — déchaînant ainsi leur colère. Les C.R.S. déjà nombreux voulurent intervenir, et ils le firent, comme toujours en cette « terre coloniale », avec

hargne. On connaît le résultat : une dizaine de morts, environ 150 blessés. La colère des manifestants fut grande, Pointe-à-Pître fut en véritable état de siège, des troupes furent acheminées de Paris, de Martinique et de Guyane et, à l'heure actuelle, la répression sévit encore, les arrestations continuent, il semble qu'il y en ait maintenant près d'une quarantaine. Les événements ont été déformés avec une impudeur extraordinaire par la presse bourgeoise, qui refuse de faire la lumière. Ainsi les manifestations qui suivirent la tuerie policière sont grotesquement déformées, déviés de leur sens véritable, les ouvriers dans la rue qui s'en prenaient par la violence aux tenants de l'ordre colonial voient leur lutte traitée de flambée raciste. Ces journalistes bourgeois, du Monde, du Figaro, ou de Paris-Jour partagent ce privilège mensonger avec le Parti communiste guadeloupéen lui-même. Ce parti s'était déjà signalé par ses prises de position, il y a quelques mois lors des événements de Basse-Terre à la Guadeloupe, où un bourgeois raciste avait lâché son chien derrière un ouvrier infirme, déchaînant là aussi la colère de la foule. Cette fois-ci, il prend la défense du Dr Bangou, maire communiste de Pointe-à-Pître, qui n'a pas eu honte de s'interposer pour empêcher la manifestation des ouvriers d'exprimer avec la vigueur nécessaire la réponse qu'ils entendaient donner aux capitalistes exploiters. Que disent-ils en effet ? « La juste et légitime exaspération des travailleurs a vite été détournée de son objectif initial : la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression coloniale, pour dégénérer en anarchie et en violences aveugles. » Le parti stalinien ne pouvait guère ne pas se démasquer ; les travailleurs de la Guadeloupe ont pris note. Ces événements ont bien montré que le pouvoir gaulliste trouve un soutien, involontaire ou volontaire, du P.C. guadeloupéen, lié viscéralement au Parti communiste français, admiratif, par ailleurs, de la politique coloniale du général de Gaulle. Est-ce en effet par hasard si M. Billotte, au Conseil de ministres du vendredi 1^{er} juin, se félicite de la prise de position du P.C.G. Mais les travailleurs guadeloupéens sauront lutter jusqu'à la victoire.

J. REIER.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. BOUYER
15 285-16 PARIS

Tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux

21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e
GUTemberg 06-57

A nos éditions :

PIERRE FRANK

UNE RÉVISION
DU TROTSKYSME

(à propos de la rupture
de Pablo avec la IV^e
Internationale)

Prix : 3 F

L'ANTICOLONIALISME DE SA SAINTETÉ

Comme nous l'avons vu dans notre dernier numéro, le pape, sortant de sa tour d'ivoire, a condamné, en termes ô combien voilés, les « peuples » qui profitent de leur avantage pour exploiter d'autres peuples.

La première manifestation que Sa Sainteté ait donnée de son anticolonialisme militant s'est enfin produite. En effet, Paul VI s'est rendu à Fatima pour y commémorer le cinquantième anniversaire des apparitions. Or, le Pape ne l'ignore certainement pas, Fatima se trouve, géographiquement parlant, dans un pays qui a nom Portugal.

Il y a un petit détail que le Saint Père a oublié, le Portugal est un de ces pays qui maintiennent d'autres pays dans des conditions telles que la dignité humaine s'y trouve ravalée à un rang des plus bas.

Le Portugal est un pays qui, ainsi que le disait très justement Cabral, « bien que le plus sous-développé d'Europe, le plus arriéré d'Europe est le seul avec l'Espagne à pratiquer ouvertement le colonialisme. C'est un pays qui est lui-même une semi-colonie, qui, dans l'exploitation de ses colonies, a toujours joué le rôle d'intermédiaire pour les intérêts des autres. Le Por-

tugal n'a jamais décolonisé car il ne pouvait pas néo-coloniser. »

C'est ce pays que le champion de l'anticolonialisme a tenu à visiter en premier après la publication de son encyclique. Cette visite a très justement été ressentie, dans les pays d'Afrique qui gémissent sous le joug portugais, comme une sorte de blanc-seing accordé à leur colonisateur.

Le Pape ne pouvait pas ignorer cela. Au contraire, il a tenu, par cette visite, à rassurer ceux qui auraient pu trouver dans l'encyclique Populorum Progressio de quoi s'inquiéter sur la position de l'Eglise face au colonialisme et au néo-colonialisme.

Cette visite confirme l'analyse que nous avions faite quant à la portée de l'encyclique. Une fois de plus, le clergé prouve, dans les faits, qu'il est résolument du côté des exploiters et que toutes les encycliques, homélies, ne sont que mauvaise littérature destinée à masquer la connivence entre exploiters et haut clergé.

Il est vrai que, comme dirait Paul VI, l'enfer est pavé de bonnes intentions.

J. BALETTI.